

**Objet et domaine d'application : règles d'obtention du Bachelor Universitaire de Technologie (en complément des MCCC)**

**Documents associés : MCCC, PV de validation conseil d'IUT du 23 juin 2022**

**Année : 2022-2023**

**Composante : IUT MS**

## TITRE 1 : ORGANISATION DES ÉTUDES

### Article 1 - Cadre général :

Les parcours de licence professionnelle organisés en 180 crédits européens et opérés dans les Instituts Universitaires de Technologie ont le nom d'usage de Bachelor Universitaire de Technologie (BUT).

Chaque département de l'IUT prépare à un BUT dont la mention correspond à sa spécialité.

Au sein de chaque mention de BUT, il existe 1 à 5 parcours fixés au niveau national.

Chaque parcours dans une spécialité de BUT est défini par 4 à 6 blocs de compétences (ou compétences finales), entendus comme des « savoirs agir complexes » mis en œuvre dans un contexte professionnel et qui mobilisent des ressources acquises au cours du cursus.

Chaque bloc de compétences est décliné par niveau tout au long du parcours.

Chaque parcours d'une spécialité de BUT relève de l'un des 3 typologies suivantes :

- Type 1 (débuté au semestre 3) : Il se distingue par des compétences spécifiques tout en partageant des compétences communes à l'ensemble des parcours d'une même spécialité.
- Type 2 (débuté au semestre 3) : Il se distingue non pas par des compétences spécifiques mais par des niveaux de compétences, niveaux définis par les familles de situations professionnelles ciblées (mêmes compétences visées mais à des niveaux différents selon les parcours).
- Type 3 : Ces parcours peuvent être mis en place avant le semestre 3 si et seulement si le parcours est défini par plus de 50% de compétences spécifiques.

Le référentiel de formation est cadré nationalement pour chaque parcours tout en laissant la possibilité d'adapter le tiers du volume horaire de ce référentiel selon les enjeux du territoire et contraintes locales (soit 667h pour les spécialités secondaires et 600h pour les spécialités tertiaires). L'adaptation locale est répartie sur les trois années sans dépasser 40% du volume horaire de chaque année du BUT.

Conformément aux dispositions du paragraphe 3 de l'annexe 1 de l'arrêté du 6 décembre 2019 portant réforme de la licence professionnelle : le BUT est organisé en six semestres composés d'unités d'enseignement et chaque niveau de développement des compétences se déploie sur les deux semestres d'une même année.

Chaque département propose ses modalités de contrôle de connaissances et de compétences (MCCC) approuvées par le conseil d'IUT et par la Commission de la Formation et de la Vie Universitaire (CFVU). Ces modalités sont mises en ligne sur le site de l'IUTMS, il appartient à chaque usager d'en prendre connaissance.

Les universités délivrent au niveau [intermédiaire le diplôme universitaire de technologie](#) qui correspond à l'acquisition des 120 premiers crédits européens.

La fin des études est sanctionnée par le Bachelor Universitaire de Technologie.

Pour obtenir le BUT, l'étudiant doit avoir fait l'acquisition de toutes les UE. Chaque UE est acquise soit parce que la moyenne de l'UE est égale ou supérieure à 10, soit par compensation avec le système des ensembles cohérents d'UE (un ensemble cohérent d'UE ou regroupement cohérent d'UE étant défini au regard du niveau de compétence auquel chaque UE se réfère ; seules les UE se référant à un même niveau d'une même compétence peuvent ensemble constituer un regroupement cohérent).

Le diplôme portant mention du Bachelor Universitaire de Technologie et de la spécialité correspondante est délivré par le Président de l'Université sur proposition d'un jury présidé par le directeur de l'IUT et comprenant les chefs de départements, pour au moins la moitié des enseignants-chercheurs et enseignants, et pour au moins un quart et au plus la moitié de professionnels en relation étroite avec la spécialité concernée, choisis dans les conditions prévues par le code de l'éducation.

## Article 2 – Aménagement d'études

Pour les étudiants **Sportifs de Haut Niveau**, les dispositions prévues par le « statut du sportif de haut niveau », approuvé par la CFVU du 17 juin 2021, devront être mises en place par le chef de département en accord avec l'équipe pédagogique, et en concertation avec les services compétents de l'IUT et de l'Université de Montpellier. Elles pourront conduire à un aménagement des études sur le(s) semestre(s) ou à un étalement sur une durée plus longue.

Pour les étudiants en **situation particulière (étudiants en situation de handicap, salariés, étudiants élus, etc...)**, les dispositions prévues en application de la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, ainsi que la circulaire du 27 décembre 2011 relative à l'organisation des examens et concours peuvent conduire à un aménagement des études sur le(s) semestre(s) ou à un étalement sur une durée plus longue, qui devront également être mises en place par le chef de département en accord avec l'équipe pédagogique, et en concertation avec les services compétents de l'IUT et de l'Université de Montpellier.

## TITRE 2 – ASSIDUITÉ / PONCTUALITÉ

### Article 1 – Cadre général

En cas d'absence prévisible, l'étudiant doit prévenir par avance le secrétariat du département. Conformément à la réglementation nationale des IUT, la **présence** des étudiants aux cours, travaux dirigés et travaux pratiques **est obligatoire**.

#### 1-1 ABSENCE JUSTIFIÉE (ABJ)

**En cas de maladie ou d'accident**, le secrétariat du département doit être immédiatement informé par téléphone des dates d'absence qui doivent être justifiées par un **certificat médical**. L'original du certificat à transmettre au secrétariat de département concerné ne sera plus accepté au-delà d'un délai de **5 jours ouvrés** à partir du 1<sup>er</sup> jour d'absence.

Une absence ne sera considérée comme justifiée que sur présentation d'un justificatif officiel au **chef du département ou au responsable de la formation** (ainsi qu'aux enseignants concernés), puis transmis au secrétariat au plus tard dans les 5 jours ouvrés suivant le 1<sup>er</sup> jour d'absence de l'étudiant (les congés scolaires qui tomberaient pendant cette période prolongeraient le délai d'autant).

**Dans le cas de l'apprentissage, le certificat ne suffit pas, il faut transmettre un arrêt de travail dans les 48 h (à partir du 1<sup>er</sup> jour d'absence) au secrétariat de département, au CFA et à l'entreprise. La même disposition s'applique pour la formation continue.**

En cas d'absence pour raison de visite médicale obligatoire, arrêt de maladie prescrit par certificat médical ou pour obligations de natures diverses (décès d'un proche parent, convocation militaire, permis de conduire, autre à l'appréciation du chef de département ou du responsable de la formation). Ce type d'absence peut donner lieu à une épreuve de remplacement, si elle arrive lors d'un examen.

## 1-2- ABSENCE AUX CONTRÔLES DE CONNAISSANCES :

### 1-2-1 Devoirs surveillés (DS)

- Tout étudiant ayant pris connaissance du sujet est considéré comme ayant composé.
- Pour toute absence injustifiée, le DS est non remplacé et il est attribué la note 0/20.
- En cas de non-participation justifiée à certains DS, il est organisé un DS de remplacement, dans chaque module, portant sur la totalité du programme du semestre dans la limite de la fin du semestre. La date du DS de remplacement est fixée par le département d'enseignement. Les modalités du contrôle sont laissées à la discrétion de l'enseignant concerné. L'étudiant se renseigne auprès de l'enseignant pour connaître les modalités du rattrapage. L'épreuve de remplacement ne pourra être effectuée que pour un seul DS par module dans la mesure où l'absence aura été justifiée **auprès du chef de département ou du responsable de la formation.** (voir 1-1).
- Enfin, en cas d'absence au DS de remplacement (même justifiée), il est attribué la note 0/20.

### 1-2-2 Travaux pratiques (TP)

- Tout étudiant ayant pris connaissance du sujet est considéré comme ayant composé.
- Pour toute absence injustifiée lors d'un contrôle de TP, il est attribué la note 0/20.
- Pour le cas où l'absence est justifiée, l'étudiant peut être autorisé à repasser le contrôle. Les modalités de ce contrôle sont laissées à la discrétion de l'enseignant concerné. L'étudiant se renseigne auprès de l'enseignant pour connaître les modalités du rattrapage. L'épreuve de remplacement ne pourra être effectuée que pour trois modules, au maximum, dans la mesure où l'absence aura été justifiée.
- L'étudiant peut être interrogé sur l'ensemble des TP d'une série, quel que soit le nombre de ses absences, justifiées ou non. Il doit donc réviser la totalité des TP de la série, même s'il a été absent à une séance. Les modalités et les possibilités de révision sont à discuter avec l'enseignant concerné.
- Enfin, en cas d'absence au TP de remplacement (même justifiée), il est attribué la note 0/20.

## 1-3- ABSENCE INJUSTIFIÉE (ABI) À DES COURS, TRAVAUX DIRIGES, CONFÉRENCES, TRAVAUX PRATIQUES ET CONTRÔLES

Toute absence injustifiée **est pénalisée à hauteur de 0,1 point sur l'ensemble des UE par ½ journée d'absence.**

Tout étudiant qui aura été exclu d'un cours, d'un TD, d'un TP ou d'une conférence (pour un retard ou pour manque de discipline, par exemple) sera considéré comme absent injustifié.

### Article 2- Les certificats médicaux/ arrêts de travail

Les certificats médicaux/arrêts de travail sont des actes destinés à constater ou à interpréter des faits d'ordre médical. Ils sont rédigés conformément aux dispositions de l'article R4127-76 code de la santé publique. La responsabilité pénale, civile et disciplinaire du médecin est engagée chaque fois qu'il accepte de rédiger un certificat médical/arrêt de travail.

L'article 441-1 du code pénal punit sévèrement la rédaction de faux certificats/arrêt de travail ou de certificats de complaisance et de l'usage de faux (jusqu'à 5 ans d'emprisonnement et 45 000 € d'amende). D'autre part, celui-ci peut être considéré comme une escroquerie ou une complicité d'escroquerie (code pénal article 313-2).

**Nota : en aucun cas il ne sera accepté de certificat médical rétroactif**

Les articles 413 et 471-4 du code de la sécurité sociale règlementent les certificats délivrés en matière d'accident du travail et d'assurance maladie. Ils prévoient des sanctions sévères en cas de fausses déclarations.

### TITRE 3 – LE CONTRÔLE DES CONNAISSANCES ET DES COMPÉTENCES

Le contrôle des connaissances et des compétences est organisé de façon continue, selon les dispositions réglementaires et en application des décisions du conseil d'établissement et du conseil de l'IUT.

Le contrôle des connaissances et des compétences peut être prévu en ligne (distanciel) ou à l'occasion de situation d'apprentissage et d'évaluation (SAÉ).

Les modalités de contrôle de connaissances et des compétences, votées par le conseil d'IUT et approuvées par la CFVU, sont obligatoirement portées à la connaissance des usagers par voie de publicité, au plus tard un mois après le début des enseignements.

Toutes les matières enseignées font l'objet d'un contrôle continu des connaissances sous diverses modalités (interrogations écrites, interrogations orales, en ligne, comptes rendus de travaux pratiques et toute forme d'évaluation).

Le contrôle continu des connaissances et des compétences est assuré par des devoirs surveillés et des tests pratiques répartis sur chacun des semestres. Ce contrôle est assuré sur l'intégralité de la durée de la formation.

#### **Article 1 - Déroulement des contrôles des connaissances sur site**

L'accès à la salle de contrôle reste autorisé à tout candidat retardataire, uniquement si ce retard n'excède pas un tiers de la durée de l'épreuve. Aucun temps supplémentaire de composition n'est accordé au candidat concerné.

Aucun candidat n'est autorisé à se déplacer et à quitter momentanément ou définitivement la salle tant que n'est pas écoulé le tiers de la durée de l'épreuve, même si l'étudiant rend copie blanche, sauf dispositions particulières concernant les étudiants en situation de handicap.

L'utilisateur doit :

- ne pas troubler le bon déroulement de l'épreuve,
- s'asseoir à la place qui lui est réservée lorsqu'une affectation numérotée a été notifiée,
- n'utiliser que le matériel autorisé. Sauf dispositions contraires, tout système de communication est interdit (téléphones portables, etc.),
- composer personnellement et seul (sauf dispositions contraires),
- ne pas montrer sa copie aux autres usagers,
- n'utiliser que le matériel autorisé. Tout système numérique de communication est interdit, sauf dispositions spécifiques à l'épreuve (agenda électronique, assistant personnel, téléphones portables, etc.),
- déposer ses affaires personnelles à l'écart pendant l'épreuve.

Tous les étudiants doivent remettre une copie à la fin de l'épreuve écrite.  
De plus, la mention du retard et des circonstances sera portée sur le procès-verbal du contrôle.

Les étudiants en situation de handicap peuvent bénéficier d'un tiers-temps supplémentaire de composition et/ou toute autre disposition spéciale en leur faveur sur prescription du médecin du service universitaire de médecine préventive et de promotion de la santé (SCMPPS). Pour pouvoir bénéficier de ces aménagements, l'étudiant en situation de handicap, même de façon temporaire, doit fournir le certificat du SCMPPS une semaine avant le début des épreuves.

Dès communication des notes, l'étudiant peut demander à voir sa copie. Cette copie lui est transmise dans un délai maximal de 15 jours à compter de la date de formulation de sa demande.

Les éléments de correction permettant une compréhension claire des attentes du sujet sont transmis selon des modalités définies et communiquées par la composante pour chaque évaluation.

## **Article 2 - Prévention des fraudes aux contrôles des connaissances**

Les étudiants respectent les règles permettant le contrôle de l'identité et la prévention des fraudes.

À la demande d'un surveillant de la salle, l'étudiant est tenu de découvrir ses oreilles si celles-ci sont dissimulées, afin de vérifier l'absence de tout appareil de communication électronique non autorisé.

La détention de documents ou matériels non autorisés peut être considérée comme constitutive d'une tentative de fraude par la section disciplinaire.

Les étudiants s'engagent à produire des écrits personnels.

**Le plagiat constitue une fraude.**

Le conseil académique, constitué en section disciplinaire conformément à l'article L. 811-5, est compétent pour prononcer des sanctions à l'égard des usagers de l'université, dans les conditions et selon la procédure prévue par le code l'éducation.

En cas de fraude (tentative ou flagrant délit) l'enseignant responsable devra appliquer la procédure prévue par le Code de l'éducation et en particulier :

- prendre toutes les mesures nécessaires pour faire cesser la fraude, sans interrompre la participation au contrôle ;
- saisir le ou les documents ou matériels permettant d'établir ultérieurement la réalité des faits ;
- dresser un procès-verbal (rapport précis et détaillé, contresigné par le ou les autres surveillants et par le ou les auteurs de la fraude). En cas de refus de contresigner, mention en est faite sur le procès-verbal ;
- porter la fraude à la connaissance du directeur de l'IUT qui pourra saisir le président de l'université de Montpellier pour soumission éventuelle du cas à la section disciplinaire de l'université.

Toutefois, en cas de substitution de personne ou de troubles affectant le déroulement des épreuves, l'expulsion de la salle des examens peut être prononcée par l'autorité responsable de l'ordre et de la sécurité dans les enceintes et locaux de l'établissement. La section disciplinaire est saisie dans les conditions prévues par le Code de l'éducation.

Dans l'hypothèse où le candidat n'est pas exclu de la salle du contrôle, sa copie est traitée comme celle des autres candidats et le jury délibère sur ses résultats dans les mêmes conditions que tout autre candidat. Aucun certificat de réussite ni relevé de notes ne peut être délivré avant que la commission de discipline ait statué.

En cas de nullité de l'épreuve ou du groupe d'épreuves correspondant résultant d'une sanction prononcée en application des articles R. 811-36 ou R. 811-37, l'autorité administrative saisit le jury pour une nouvelle délibération portant sur les résultats obtenus par l'intéressé.

Les poursuites disciplinaires sont engagées sans préjudice d'éventuelles poursuites pénales prévues par la loi.

### **Article 3 - Communication des notes et résultats**

Les notes obtenues ne peuvent en aucun cas faire l'objet d'une communication nominative. Les résultats finaux (ADM, AJ...) sont communiqués par le département d'enseignement. Ils sont visibles sur l'environnement numérique de travail (ENT) de l'Université. Aucun résultat final n'est communiqué par téléphone ou par courrier électronique. Afin d'assurer le contrôle continu, les notes obtenues sont communiquées dans un délai maximum d'un mois après la date de chaque évaluation.

Un bulletin de notes certifié est disponible sur l'ENT des étudiants après chaque Grand Jury.

L'attestation de réussite au diplôme est disponible sur l'ENT des étudiants après la validation du Grand Jury.

La délivrance du diplôme définitif, signé par les autorités concernées, intervient dans un délai inférieur à six mois après cette proclamation.

## **TITRE 4 – RÈGLES DE VALIDATION & DÉLIVRANCE DU DIPLÔME**

### **Article 1 – Principes de validation du Bachelor Universitaire de Technologie**

Le jury présidé par le directeur de l'IUT délibère souverainement à partir de l'ensemble des résultats obtenus par l'étudiant. Il se réunit chaque semestre pour se prononcer sur la progression des étudiants, la validation des unités d'enseignement, l'attribution du diplôme universitaire de technologie au terme de l'acquisition des 120 premiers crédits européens du cursus et l'attribution de la licence professionnelle « Bachelor Universitaire de Technologie ».

L'acquisition des connaissances et compétences s'apprécie sur un niveau de compétence correspondant à une année, le niveau terminal correspondant au bloc de compétences afférent.

Un niveau de compétence est constitué d'un regroupement cohérent d'UE.

La poursuite d'études dans un semestre pair d'une même année est de droit pour tout étudiant.

La poursuite d'études dans un semestre impair est possible si et seulement si :

- La moyenne a été obtenue à plus de la moitié des regroupements cohérents d'UE
- Aucun regroupement cohérent d'UE ne présente une moyenne inférieure à 8 sur 20.

La poursuite d'études dans le semestre 5 nécessite de plus la validation de toutes les UE des semestres 1 et 2 ainsi que de celles ne pouvant être compensées par un niveau compétence supérieur.

Le Bachelor Universitaire de Technologie est décerné aux étudiants qui ont obtenu 180 crédits européens selon des modalités de contrôle de connaissances et de compétences.

### **Article 2 – Principes de progression en Bachelor Universitaire de Technologie**

Respectant le principe de progressivité, la compensation s'effectue au sein de chaque unité d'enseignement ainsi qu'au sein de chaque regroupement cohérent d'UE. Un regroupement cohérent d'UE étant défini au regard du niveau de compétence auquel chaque UE se réfère.

Ainsi, seules les UE se référant à un même niveau d'une même compétence peuvent ensemble constituer

un regroupement cohérent. Réciproquement, des UE se référant à des niveaux de compétence différents ou à des compétences différentes ne peuvent pas appartenir à un même regroupement cohérent. Par conséquent, aucune UE ne peut appartenir à plus d'un regroupement cohérent. Au sein de chaque regroupement cohérent d'UE, la compensation est intégrale. Autrement dit, si une UE n'a pas été acquise en raison d'une moyenne inférieure à 10, cette UE sera acquise par compensation si et seulement si l'étudiant a obtenu la moyenne au regroupement cohérent auquel l'UE appartient.

Un regroupement cohérent, ou niveau de compétences, est acquis lorsque la moyenne des deux UE le constituant est égale ou supérieure à 10/20. Dans le cas contraire, et sous réserve que cette moyenne soit supérieure à 8/20, le niveau peut être acquis par compensation à condition que le niveau supérieur de la même compétence soit acquis avec une moyenne égale ou supérieure à 10/20. Dans ces conditions, les UE des deux niveaux concernés sont acquises par compensation.

### Article 3 – Principes de l'attribution de bonus

#### 3.1 - Bonus sport

- Tous les étudiants de l'IUT de Montpellier-Sète qui le désirent, peuvent s'inscrire en option sport. La bonification est calculée en soustrayant 10 points à la valeur de la note obtenue et en multipliant ce résultat par 0,03 ( $b=(n-10) \times 0,03$ ). Elle est répercutée sur la moyenne de chaque UE. C'est l'enseignant d'EPS rattaché à l'IUT, qui transmet en fin de semestre aux secrétariats de département les bonifications obtenues par les étudiants.
- **Les SHN (sportifs de haut niveau) inscrit sur une liste ministérielle** sont dispensés de pratique sportive au sein de l'établissement, **une bonification de 0,3 point sur la moyenne de chaque UE leur est accordée d'office.**
- **Les SHN Universitaires inscrits sur la liste établie par l'université de Montpellier** peuvent bénéficier d'une **bonification sur la moyenne de chaque UE à condition qu'ils représentent l'université dans les compétitions universitaires nationales et internationales et après validation du SUAPS.**

#### 3.2 - Bonus Langue vivante 2

- Tous les étudiants de l'IUT de Montpellier-Sète qui le désirent peuvent s'inscrire en option « Langue Vivante 2 (sauf TC et GEA, la LV2 étant déjà incluse dans le cursus). Les étudiants choisissent une option dans les disciplines suivantes : Allemand, Espagnol, FLE et Italien. La bonification est calculée en soustrayant 10 points à la valeur de la note obtenue et en multipliant ce résultat par 0,03 ( $b=(n-10) \times 0,03$ ). Elle est répercutée sur la moyenne de chaque UE.

### Article 4 - Le redoublement en Bachelor Universitaire de Technologie

Durant la totalité du cursus conduisant au Bachelor Universitaire de Technologie, l'étudiant peut être autorisé à redoubler une seule fois chaque semestre dans la limite de quatre semestres. En cas de force majeure dûment justifiée et appréciée par le directeur de l'IUT, un redoublement supplémentaire peut être autorisé. La décision définitive refusant l'autorisation de redoubler est prise après avoir entendu l'étudiant à sa demande. Elle doit être motivée et assortie de conseils d'orientation.

## ANNEXES

**Annexe 1** : charte des examens votée en CFVU le 19 juillet 2021

**Annexe 2** : MCCC validées par la CFVU du 22 septembre 2022

**Annexe 3** : PV de validation du ROD par le conseil d'IUT 23 juin 2022